

Questions orales

sont plutôt chaotiques. Cela montre notre fidélité envers ce secteur industriel au moment où d'autres projets d'investissement sont en suspens.

* * *

[Français]

LES RELATIONS DE TRAVAIL

LES PRÉPOSÉS À LA SÉCURITÉ AUX AÉROPORTS DE MONTRÉAL—
ON DEMANDE AU MINISTRE D'INTERVENIR

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. Je pense que le ministre admettra avec moi ce que les journalistes ont prouvé hier à l'émission *Le Point* de Radio-Canada qu'à Dorval et à Mirabel il y a un manque de sécurité pour les passagers. Est-ce que le ministre est prêt à intervenir immédiatement dans le conflit des agents de sécurité afin d'assurer que ces gens-là soient traités avec justice et d'assurer la sécurité des passagers? Est-ce qu'il est prêt à faire quelque chose aujourd'hui?

[Traduction]

L'hon. Bill McKnight (ministre du Travail): Monsieur le Président, je signale au député qu'un médiateur a été nommé . . .

M. Benjamin: Pas celui dont vous avez parlé, n'est-ce pas?

M. McKnight: Mille excuses. Le député m'a fait remarquer que j'avais parlé de M. Doucet hier. Or, le médiateur choisi est M. Saint-Hilaire. Je lui rappelle donc que grâce aux bons offices de ce médiateur, la compagnie a déposé une offre que le syndicat est en train d'étudier.

[Français]

ON DEMANDE AU MINISTRE D'INTERVENIR

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Je désire poser une question supplémentaire, monsieur le Président. La correction dans la réponse d'un ministre démontre clairement qu'il n'est pas au courant du dossier.

Est-ce que le ministre qui vient de répondre ou le ministre des Transports serait prêt à rencontrer les représentants des employés qui sont ici, afin de régler ce conflit-là? Est-ce qu'il y a un des deux qui est capable d'assumer ses responsabilités, de rencontrer les gens, de régler le conflit puis d'assurer la sécurité des passagers à Dorval et à Mirabel?

[Traduction]

L'hon. Bill McKnight (ministre du Travail): Monsieur le Président, le député n'ignore pas que les deux parties négocient actuellement, c'est-à-dire l'employeur et les employés qui sont représentés par leurs groupes de négociation. Or, le député voudrait que le gouvernement intervienne dans le déroulement de la négociation collective.

Une voix: Et la sécurité alors?

M. McKnight: Nous avons pour mission d'aider les parties en cause. Nous ferons volontiers fonction de médiateurs, mes collaborateurs et mon ministère, pour qu'elles en viennent à un accord mutuellement acceptable qui assurerait le retour au travail des employés et la sécurité dont s'inquiète le député.

* * *

L'ÉNERGIE

LES PRIX DU PÉTROLE—LES NÉGOCIATIONS EN VUE D'ÉTABLIR
UN PRIX PLANCHER

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Comme Tommy Douglas l'a un jour déclaré, quand ce qu'on appelle le marché a laissé tomber les Canadiens de l'Ouest, ces derniers n'ont pas hésité à utiliser d'autres leviers, comme les coopératives ou le pouvoir de l'État, pour transformer un désert de poussière en une économie moderne. Si la ministre veut vraiment aider l'industrie dans l'ouest du Canada, pourquoi ne négocie-t-elle pas un prix plancher établi au Canada, pour les producteurs pétroliers de l'ouest du Canada?

M. McDermid: Personne n'en veut à part vous.

L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, je tiens à souligner que le regretté Tommy Douglas était également capable d'oeuvrer dans le secteur privé comme administrateur de la société Husky Oil, donc qu'il croyait certainement à la libre entreprise dans le secteur des hydrocarbures.

LE POINT DE VUE DU PREMIER MINISTRE DE LA
SASKATCHEWAN

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, le premier ministre Devine a déclaré à son assemblée d'investiture et plus tard à Toronto qu'il était en faveur d'un prix plancher de \$15 US pour le pétrole. Est-ce que M. Devine a exprimé ce point de vue à la rencontre, et dans l'affirmative, pourquoi la ministre n'a-t-elle pas écouté?

L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, je suis heureuse de profiter de l'occasion pour signaler au député et à la Chambre que nous avons eu des réunions très fructueuses hier avec les représentants des trois provinces de l'Ouest. À ces entretiens étaient présents 11 ministres et un premier ministre, et nous avons pu examiner assez en détail certains problèmes actuels qui se posent au secteur des hydrocarbures.

M. Waddell: Est-ce que Devine a posé cette question-là?

Mlle Carney: Comme le député le sait, les divers mécanismes dont disposent les gouvernements à tous les niveaux n'ont pas le même impact sur les diverses provinces. Nous essayons de collaborer de façon coordonnée pour faire en sorte que l'approche que nous pourrions adopter soit la plus efficace.